Spécial Réforme de la Voie Professionnelle

Juin 2018

Lycée professionnel : la curée !

Derrière les « Harvard du pro », les « campus de l'excellence » pour habiller le projet de réforme de l'Enseignement Professionnel présenté le 28 mai, se cache une baisse drastique des heures d'enseignement : passage de 1370 heures à 1191 heures d'enseignement annuel. Soit 13 % en moins.

Pour les élèves, un enseignement de misère

Le volume horaire hebdomadaire passe de 33,5 heures (spécialités des services) ou 34,5 heures (spécialités de la production) aujourd'hui, à 30 heures hebdomadaires. Soit 9 à 11 semaines (près d'un trimestre) de cours en moins sur 3 ans !

Cela se soustrait encore à une année de formation volée en 2009 avec le bac pro 3 ans.

On mesure déjà les conséquences désastreuses des économies du bac pro 3 ans faites sur le dos des élèves : baisse des capacités de lecture, de compréhension, de connaissances, et sentiment d'échec, augmentation du décrochage, démoralisation, augmentation de la violence en milieu scolaire…

Au lieu de tirer le signal d'alarme et de renforcer le contenu en enseignements des lycées pro, le gouvernement continue de siphonner les moyens en sabrant l'enseignement général : 2 heures de Français-HG en Terminale contre 4,5 aujourd'hui, 1,5 heure de Maths-Sciences en Terminales contre aujourd'hui 2,5 environ Si c'est ce que le ministre appelle « la voie de l'excellence », c'est là l'expression d'un profond cynisme et d'un total mépris.

Pour les enseignants, des suppressions de postes

Le volume global horaire est diminué d'autant, avec des 11 % de Français HG en moins, 16 % de Maths Sciences en moins, 42 % de LV2 en moins ! (voir grille détaillée en dernière page).

Le résultat est simple : entre 5000 et 6000 postes seront supprimés !

Tout cela sur l'autel des économies dans les services publics afin d'augmenter les cadeaux au patronat.

Les besoins en enseignement sont énormes. Ils ne risquent pas d'être comblés par les suppressions d'heures et à terme de postes.

Pour l'instant rien n'est joué, il nous reste encore de la possibilité de faire entendre notre colère dès la rentrée prochaine (ou avant).

En 2000, Allègre, le ministre de l'Education de l'époque, avait essayé de nous imposer la flexibilité, sous prétexte de « dégraisser le Mammouth ». Mais notre grève a eu raison de sa réforme et c'est lui qui s'est fait dégraisser. Nous avons la force d'en faire autant aujourd'hui.

Face à la destruction du lycée professionnel et du service public de l'Education Nationale, une seule voie « d'excellence » possible : la mobilisation et la grève massive et déterminée de l'ensemble des personnels.

CGT Educ'action 72, UD CGT 4 place d'Arcole 72000 Le Mans cgt.educ72.@orange.fr –http://educactionnantes.reference-syndicale.fr/ Nos secrétaires départementaux : Thomas HUBERT 06 43 98 65 63- Karine PERRAUD 06 85 12 12 57

IL Y EN AURA POUR TOUT LE MONDE

Plan social massif en GA ?

Il y a 5 ans on nous imposait la fusion Secrétariat et Comptabilité en GA. Aujourd'hui il y aurait trop d 'élèves en GA et le ministère compte réduire de 50 % les effectifs élèves de cette formation.
Le prétexte ? La prétendue « faible insertion professionnelle » de ces bacheliers. Là encore si les patrons licencient et n'embauchent pas ce serait de la faute du bac pro ? Ben voyons !
Et dans le même temps le ministère ne prévoit pas de poursuites d'études en BTS pour ces élèves.
Du coup le ministre annonce un plan de reconversion massif des professeurs de GA. Sur 4700 enseignants, 550 non titulaires sont directement menacés et 1500 seraient « reconvertis ».
Reconvertis et où donc ? En lycées, collèges, écoles ? Mais encore faudrait-il qu'il y ait des postes. Sur des postes administratifs ? Encore faudrait-il qu'ils ne soient pas déjà supprimés comme c'est le cas. Et puis dans quelles conditions géographiques ou salariales ?
Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas à assumer l'échec annoncé de la GA !

Du bac pro 3 ans au bac pro 2 ans ?

Pour la 2de Pro, les élèves n'auraient plus comme choix d'orientation que 15 familles de métiers au lieu des 100 spécialités actuelles.
En fin de seconde l'élève serait orienté vers une spécialité. Selon quels critères ? On sait bien que les places disponibles pour combler les vides passeront avant les choix réels des élèves.
En retardant le choix de la spécialité on retarde d'autant les apprentissages en enseignement professionnel.
Pour le gouvernement on voit bien l'intérêt : réaliser des économies d'échelle en supprimant des classes de certaines spécialités et en augmentant les effectifs de celles restantes. Mais pour les élèves et pour les enseignants on ne voit pas l'intérêt : normal il n'y en a aucun.

Flexibilité ? : même pas en cauchemar

La mise en place de ces changements, mixage des publics, mixage des parcours, co-intervention, co-animation, etc. entraineraient inévitablement des dégradations dans nos emplois du temps.
La flexibilité ou annualisation se mettrait en place de fait sous prétexte qu'il faudrait toujours un enseignant devant les élèves.
Pour nous c'est toujours non !

Et 1 et 2…
et 3 zéro pour la réforme du CAP

On nous annonce un CAP en 1, 2 ou 3 ans en fonction du profil de l'élève… Mais tous dans la même classe.
Avec le mixage des publics : mélange des élèves venant de 3ème, de 1ère, de SEGPA, d'adultes, d'apprentis… le gouvernement invente le mixage des parcours !
Qu'est-ce qu'on leur enseignera ? Bien malin qui peut le dire. Le ministre lui se contente encore de bla bla genre « *la mise en place d'une innovation pédagogique* », mais qui se traduit dans la réalité par un appauvrissement des contenus et une dégradation des conditions pour les élèves et les enseignants.
Pire, en faisant comme si c'était un problème de pédagogie, le ministre reporte déjà la responsabilité de l'échec annoncé sur… les enseignants.

CAP : trop c'est trop !

Autre petite surprise : les seuils de dédoublement des CAP disparaitraient. Bientôt des CAP à 30 ? Et avec plusieurs niveaux d'enseignement ?
Pour Blanquer c'est le rêve, mais pour les élèves et nous ce serait le cauchemar. Alors réveillons-nous vite !

Les 3èmes ? Hop en stage

Pour les 3èmes prépa-professionnels, la réforme consisterait à renforcer… les stages en entreprise.
Tiens donc, encore des enseignements en moins !
Par contre en quoi ces stages les aideront à combler leurs difficultés ? Mystère… Mais c'est vrai que les voix du « Dieu Entreprise » sont impénétrables.

No culture !

La réforme verrait les heures d'enseignement général réduites : plus de la moitié sur l'ensemble des CAP et Bac Pro.
Au moment où l'on nous parle de formation du citoyen, de développement durable, des fake news, de communautarismes, de « complot », le gouvernement ne trouve rien de mieux que de réduire les horaires d'enseignement général qui permettent de développer l'esprit critique.
Quel mépris social que de considérer que nos élèves n'ont pas besoin de ces apprentissages et qu'ils n'ont d'utilité qu'en étant formés à être de bons travailleurs.
Et pour ce qui est de savoir lire et compter, les jeunes iront voir… en entreprise ?

PAROLES, PAROLES, PAROLES…

Les promesses n'engagent… que ceux qui y croient

Pour nous aguicher sur sa réforme indigeste, Blanquer annonce la possibilité des PLP d'être affectés en BTS.
Sauf qu'on nous a déjà fait le même coup il y a dix ans lors de la réforme du bac pro 3 ans et… on est tous toujours en LP avec des conditions de travail bien pire !
Or les scandales d'APB puis de Parcoursup ont révélé qu'il manque justement des milliers de places de BTS que le gouvernement ne compte surtout pas créer.

Plus le vocabulaire est pompeux, plus les moyens sont microscopiques

« Campus de l'excellence », voici le terme repris à l'envi par la presse pour parler de la réforme de la voie pro. Ils existent en effet, mais ne concernent que 100 élèves de CAP et Bac pro…
Autant dire que les 660 000 élèves de lycée pro et les près de 50 000 PLP vont avoir du mal à tous rentrer dedans.

Encore une fausse bonne idée : « LE CHEF D'ŒUVRE »

Pour le bac, en première et terminale, l'élève devrait présenter un « chef d'œuvre » exposé en terminale devant un jury. Pour préparer ce projet, deux heures par semaine seraient affectées à l'enseignement professionnel.
Le « Chef d'œuvre » évoqué dans le rapport « Transformer le Lycée professionnel », les enseignants devront le construire eux-mêmes et seuls. Les contenus ? Les critères d'évaluation ? On n'en sait rien. Bref encore une épreuve maison de plus pour « diplôme ».
Cela rappelle la mise en place de l'Accompagnement Personnalisé avec le bac Pro 3ans. Et quel bilan de l'AP ? Des heures récupérées pour dédoubler… donc pas d'AP, 1 heure élève au lieu de 2 réglementaires, des heures de variables d'ajustement des services…
Reste la question de l'équité de la formation sur le territoire national !

TOUT LE MONDE NE SERAIT PAS PERDANT

GATTAZ, éleveurs de père en fils depuis 1975

Apprentissage à l'offensive ou la libéralisation de la formation

Exit les régions pour la mise en place à marche forcée du « tout apprentissage » en lycée pro. Encore trop lentes, les régions pour le MEDEF !
Ce sont maintenant directement les branches professionnelles qui mettent la main sur l'apprentissage public et privé, et son pactole : des apprentis sous-payés qui rapportent tant de valeur ajoutée !
Alors pour le patronat, l'apprentissage, il faut le massifier. Il y en aurait donc dans tous les LP désormais. Et selon les modalités et programmes élaborés directement par les branches professionnelles.
Le patronat et le MEDEF ont obtenu ce qu'ils réclamaient depuis des années : adapter les jeunes aux besoins des entreprises, et tant pis si ces jeunes avaient des ambitions de culture et de diplôme ; des blocs de compétences, ce sera bien suffisant. Les diplômes, c'est trop complet et les salaires adossés trop élevés.
Si on ne réagit pas, c'est le préalable à la disparition des lycées pro. La formation professionnelle, c'est trop juteux pour la confier à l'Education Nationale, pour Mme Pénicaud. La réforme de la formation professionnelle en vigueur en janvier, menée par le seul ministère du travail, l'a bien montré.

CGT Educ'action 72, UD CGT 4 place d'Arcole 72000 Le Mans cgt.educ72.@orange.fr –http://educactionnantes.reference-syndicale.fr/ Nos secrétaires départementaux : Thomas HUBERT 06 43 98 65 63- Karine PERRAUD 06 85 12 12 57

« L'EXCELLENCE » … POUR SUPPRIMER DES POSTES

COMPARATIF GRILLES BAC PRO

VOLUME HORAIRE SUR LE CYCLE DE 3 ANS	LYCÉE ACTUEL	LYCÉE BLANQUER	DIFFÉRENTIEL
Grille 1 Dominante maths-sciences			
Enseignements professionels	1 320	1260	- 60
Enseignements généraux	1 370	966	- 404
Accompagnement personnalisé	210	294	+ 84
TOTAL	2 900	2 520	- 380
Grille 2 Avec LV2			
Enseignements professionels	1 236	1260	+ 24
Enseignements généraux	1 370	966	- 404
Accompagnement personnalisé	210	294	+ 84
TOTAL	2 816	2 520	- 296

-11 semaines de cours pour les élèves !

-8,8 semaines de cours pour les élèves !

Ainsi pour un élève d'une section industrielle, les 380 heures en moins sur le cycle de 3 ans c'est au mieux 4.5 heures en moins par semaine, ce qui correspond à l'équivalent de 3 heures professeur et encore en tenant compte des heures de co-intervention.

Par exemple au LP de la Flèche

Sur les classes de bac professionnel si la réforme est appliquée, c'est au moins 2,5 postes qui seront supprimés…et on ne parle pas des postes en sous service, les enseignants iront effectuer leur complément de service sur un ou deux autres établissements.

COMPARATIF GRILLES CAP

VOLUME HORAIRE ANNUEL	LYCÉE ACTUEL 1ère année	LYCÉE ACTUEL 2ère année	LYCÉE ACTUEL TOTAL	LYCÉE BLANQUER 1ère année	LYCÉE BLANQUER 2ère année	LYCÉE BLANQUER TOTAL	DIFFÉRENTIEL
12 semaines de PFMP							
Enseignements professionnels	540	486	1 026	551	494	1 045	+ 19
Enseignements généraux	450	405	855	246	221	467	- 388
Accompagnement personnalisé	30	0	30	101	91	192	+ 162
TOTAL	1 020	891	1 911	898	806	1 704	- 207
Suppression possible de 212 à 228 heures d'enseignements facultatifs							
14 semaines de PFMP							
Enseignements professionnels	522	442	964	551	494	1 045	+ 81
Enseignements généraux	435	403	838	246	221	467	- 371
Accompagnement personnalisé	29	0	29	101	91	192	+ 163
TOTAL	986	845	1 831	898	806	1 704	- 127
Suppression possible de 212 à 228 heures d'enseignements facultatifs							
16 semaines de PFMP							
Enseignements professionnels	476	425	901	551	494	1 045	+ 144
Enseignements généraux	448	403	848	246	221	467	- 381
Accompagnement personnalisé	28	0	28	101	91	192	+ 164
TOTAL	952	825	1 777	898	806	1 704	- 73
Suppression possible de 212 à 228 heures d'enseignements facultatifs							

-6,2 semaines de cours pour les élèves !

-3,8 semaines de cours pour les élèves !

-2,2 semaines de cours pour les élèves !

Et ne sont pas encore pris en compte dans nos calculs, les économies futures sur

- les CAP (tableau ci-contre)
- les secondes indifférenciées
- les 3èmes (réforme à venir)
- les dédoublements, car à l'heure actuelle aucune information n'est donnée sur les heures à effectif réduit.

Au bas mot avec cette réforme, le gouvernement se prépare à supprimer au moins 5000 postes dans l'enseignement professionnel pas loin de 10% de notre profession.

CGT Educ'action 72, UD CGT 4 place d'Arcole 72000 Le Mans cgt.educ72.@orange.fr –http://educactionnantes.reference-syndicale.fr/ Nos secrétaires départementaux : Thomas HUBERT 06 43 98 65 63- Karine PERRAUD 06 85 12 12 57